

Le Canada et la BAD

Le Canada contribue déjà au Fonds africain de développement (FAD) depuis 1972. Sa contribution totale dépasse aujourd'hui les \$200 millions EU, soit 9,5 pour-cent de l'ensemble du Fonds. Notre pays se situe donc au troisième rang des pays souscripteurs après le Japon et les États-Unis. Grâce à sa participation en tant que membre de la BAD, le Canada est le quatrième actionnaire non-régional en importance au Conseil d'administration ex-aequo avec la France, après les États-Unis, le Japon et la République fédérale d'Allemagne. Avec 16,800 actions (\$12,000 EU par action), soit 9,6 pour-cent du capital non régional, le Canada, tel que prévu par l'accord d'adhésion, devra verser 25 pour-cent de la somme au cours des prochaines années, c'est-à-dire \$50,5 millions EU; l'autre 75 pour-cent (\$150 millions EU) demeurant exigible sert de caution lors des emprunts de la BAD sur les marchés internationaux.

Les raisons de la participation canadienne à la BAD sont nombreuses. En termes humains et politiques, l'adhésion à cette institution panafricaine solidifie les liens du Canada avec les pays de la francophonie et du Commonwealth. Elle permet à notre pays de participer à la coopération multilatérale complétant ainsi ses relations bilatérales. Cette participation du Canada lui permet de contribuer au développement des pays où sa présence bilatérale est peu importante ou inexistante. Plus globalement, la participation canadienne, avec celle de d'autres pays non-régionaux, contribue à renforcer la réputation de la BAD et à lui donner l'envergure et l'appui nécessaires pour négocier des emprunts sur les marchés financiers internationaux. Ces prêts serviront à financer des projets dans des pays du continent qui normalement ne pourraient eux-mêmes emprunter. Donc, la participation du Canada à la Banque renforce le mandat de catalyseur du développement africain que la BAD s'est octroyée à sa création. Quant au niveau commercial et économique, les projets de la BAD présentent un marché substantiel pour la vente des biens et services de notre pays. Les marchés offerts sont en pleine croissance, le potentiel est intéressant et parmi nos 200 sociétés officiellement enregistrées auprès du Groupe de la Banque, seules les sociétés expérimentées et agressives pourront à long terme se tailler une place parmi les autres concurrents internationaux.

Le Canada contribue à l'efficacité de la BAD par un apport financier supplémentaire de \$7 millions, échelonné sur la période 1984-1988. Cette aide liée, appelée le Fonds canadien d'assistance technique bilatérale (FCAT), vient en aide aux pays emprunteurs notamment par l'attribution de financements à la préparation de projets viables d'une part, et, d'autre part, pour contribuer à la formation du personnel technique de la BAD.

Succès et avenir

Après vingt années d'exercice, peut-on aujourd'hui qualifier la BAD de succès? La BAD s'est affirmée comme un outil fiable et crédible. Plusieurs indicateurs illustrent ces caractéristiques. Le nombre de ses membres est passé de moins de la moitié des pays africains en 1963-64 aux 50 États